



Numéro 2

Mars 2023

Biden n'est pas le bienvenu au Canada!

Non à l'hystérie guerrière ! Sortons le Canada de l'OTAN!

Pas un seul jeune pour la guerre impérialiste!

– Jeunes pour le renouveau démocratique, 14 mars 2023 –

À titre d'information

- **Communiqué de presse du Cabinet du premier ministre sur la visite de Joe Biden au Canada**

Rassemblement à Ottawa

- **Les manifestants demandent la levée des sanctions génocidaires contre la Syrie !**

Anniversaires d'agression et de guerre des États-Unis/OTAN en mars

16 mars 1993

- **Les crimes du Canada en Somalie il y a trente ans
– en mémoire de Shidane Arone**

24 mars 1999

- **Le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN**

19 mars 2003

- **La guerre contre l'Irak menée par les États-Unis**

18 mars 2011

- **La guerre des États-Unis/OTAN contre la Libye**

26 mars 2015

- **La guerre américano-saoudienne contre le Yémen**

Biden n'est pas le bienvenu au Canada!

Non à l'hystérie guerrière ! Sortons le Canada de l'OTAN! Pas un seul jeune pour la guerre impérialiste!

– Jeunes pour le renouveau démocratique, 14 mars 2023 –

PDF



Le Bureau du premier ministre du Canada a annoncé que le président des États-Unis, Joe Biden, sera en visite à Ottawa les 23 et 24 mars. La visite de Biden coïncide avec le 24e anniversaire du bombardement criminel et de la guerre d'agression lancée le 23 mars 1999 contre la République fédérale de Yougoslavie par les pays de l'OTAN sous la direction des États-Unis et avec la participation active du Canada. Elle coïncide avec le 20e anniversaire de l'invasion de l'Irak par les États-Unis le 19 mars 2003, précédée de sanctions meurtrières qui ont causé la mort de 500 000 enfants, ce qui, selon la secrétaire d'État américaine de l'époque, Madeleine Albright, « en valait la peine ». Le 19 mars est également le 12e anniversaire de l'invasion de la Libye menée par des bombardiers canadiens au nom de la « coalition des volontaires » des États-Unis et de l'OTAN. Ces anniversaires rappellent quel type de démocratie, de droits humains et d'ordre international fondé

sur des règles les États-Unis et le Canada veulent imposer aux peuples du monde.

La déclaration selon laquelle le Canada et les États-Unis sont « des partenaires indéfectibles dans la défense de la démocratie, des droits de la personne et du respect de la primauté du droit » est clairement contredite par la guerre menée contre la Yougoslavie par l'OTAN sous l'égide des États-Unis. Cette guerre a été menée pour contourner le Conseil de sécurité des Nations unies afin de passer outre le droit de veto de la Russie et de la Chine, qui s'opposaient à l'usage de la force contre la Yougoslavie. En fait, la guerre d'agression menée par l'OTAN à l'époque était en violation de sa propre charte fondatrice, en plus de l'Acte final d'Helsinki de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de la Charte des Nations unies. Elle a servi de précédent pour renoncer officiellement à l'adhésion au droit international et a annoncé l'intention de l'OTAN de mener dans le monde des guerres d'agression et d'occupation au nom d'un « ordre international fondé sur des règles ».

Les politiques agressives ultérieures et actuelles menées au nom des droits de la personne et d'un ordre international fondé sur des règles comprennent l'expansion de l'OTAN vers l'est, qui menace la Russie pour l'isoler et l'écraser, l'armement de l'Ukraine dans le cadre de la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN contre la Russie, les provocations menées contre la Chine en armant Taïwan, en envoyant des navires de guerre dans le détroit de Taïwan et en envoyant des représentants à Taïwan, en violation de la politique établie d'une seule Chine. Dans le même ordre d'idées, dans la péninsule coréenne et les alentours, les États-Unis se livrent à des exercices militaires de plus en plus provocateurs, en collaboration avec les forces armées de la République de Corée et du Japon, qui menacent la République populaire démocratique de Corée.

Ces nombreuses activités internationales de déstabilisation visant à promouvoir la quête de domination mondiale des États-Unis comprennent des régimes de sanctions illégales, la poursuite du blocus et des activités de déstabilisation contre Cuba, qui sont des actes criminels. Non seulement le Canada accepte-t-il la plupart de ces actes criminels mais il y participe activement. Elles comprennent des tentatives de supprimer la lutte des Haïtiens pour le contrôle de leur propre souveraineté et de leur droit d'être au nom du « soutien au peuple haïtien », le refus de mettre fin au génocide du peuple palestinien et l'organisation et le soutien de coups d'État en Amérique latine, qui sont trop nombreux pour être tous mentionnés. Entre-temps, le bellicisme et l'hystérie guerrière propagée par les soi-disant agences de renseignement au sujet de « l'ingérence étrangère » dans les élections canadiennes sont signe d'une lutte de faction au sein des cercles dirigeants. Ces activités complètement inacceptables montrent également que ce que l'on appelle les institutions démocratiques libérales sont anachroniques et ne sont plus en mesure d'étouffer les luttes de factions qui, aux États-Unis, donnent lieu à des guerres civiles à l'intérieur du pays et à des guerres d'agression à l'étranger, embrigadant tous les soi-disant alliés et ennemis, alors que les peuples se soulèvent pour résoudre les problèmes d'une manière qui leur soit favorable.



Tout indique que les meurtres de masse et une culture de la violence ont pris le dessus aux États-Unis, conséquences d'une offensive antisociale de plus en plus brutale et raciste au pays et du diktat impérialiste américain de la « loi du plus fort » à l'étranger.

Le « soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes » de George W. Bush prend maintenant la forme d'un « soit vous êtes avec l'OTAN, sa 'démocratie', ses 'valeurs' et son 'ordre

fondé sur des règles', soit vous êtes avec les 'régimes autocratiques' ». Nous n'adhérons pas à ces « offres qu'on ne peut refuser ». Le monde ne tourne pas autour des ultimatums désespérés.

Les Canadiens s'opposent au diktat des États-Unis et de l'OTAN au Canada. Sous couvert de « partenariat » et d'« amitié », il a donné lieu à des appels ouverts à « mettre le Canada sur le pied de guerre » et a conduit à une plus grande intégration du Canada à la machine de guerre des États-Unis. Cela comprend, entre autres, la signature d'accords tels que la « Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis-Canada » qui met les ressources humaines et naturelles du Canada, y compris les minéraux essentiels et l'énergie hydroélectrique, à la disposition des plans hégémoniques et militaristes des États-Unis. Au nom des droits humains, l'environnement social et naturel est violé. Personne ne discute des conséquences de tout cela pour les Canadiens, les Québécois et les peuples autochtones, qui sont tous considérés comme sacrificiables.

Joe Biden préside à une politique étrangère qui a échoué et le gouvernement du Canada est condamné internationalement pour son soutien. Les peuples du monde entier aspirent à la paix et au règlement pacifique des conflits entre les pays et les peuples par le biais d'accords politiques. Ils rejettent la menace, le chantage et le recours à la force, les provocations, la stratégie de la corde raide et les guerres d'agression, telles que celles menées par les alliances États-Unis/OTAN et leurs « coalitions des volontaires » au nom d'un « ordre international fondé sur des règles ». Les Canadiens et les Québécois en particulier rejettent l'intégration par le gouvernement canadien de l'économie canadienne à la machine de guerre des États-Unis, ainsi que la politique étrangère définie par le département d'État américain et le Pentagone. C'est sur cette base que nous disons :

***Joe Biden n'est pas le bienvenu au Canada !
Sortons le Canada de l'OTAN et de NORAD !
Pas un seul jeune pour la guerre impérialiste !
Faisons du Canada une zone de paix !***



ILS PRÉSIDENT LA GUERRE



Somalie – Haïti – Yougoslavie – Irak – Soudan – Afghanistan – Timor Oriental – Yougoslavie – Enduring Freedom –
Afghanistan – Irak, Iran et Corée du Nord (l’Axe du Mal) – Philippines – Corne de l’Afrique – Géorgie –
Sao Tomé-et-Principe – Pakistan – Algérie – Kirghizstan – Somalie – Palestine – Yémen – Libye – Syrie - Ukraine...

POUR LES IMPÉRIALISTES IL N’Y A QUE LA GUERRE... 

POUR CONTACTER LES JEUNES POUR LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Courriel : ydr.jrd@gmail.com



À titre d'information

Communiqué de presse du Cabinet du premier ministre sur la visite de Joe Biden au Canada

Le 9 mars, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé que le président des États-Unis, Joe Biden, visitera le Canada les 23 et 24 mars 2023 « afin de poursuivre l'étroite collaboration entre leurs pays pour renforcer les liens commerciaux, créer de bons emplois, faire croître la classe moyenne et favoriser une croissance économique centrée sur le bien-être de tous, des deux côtés de la frontière ». Le communiqué de presse ajoute qu'ils « continueront également d'intensifier leur collaboration dans les domaines de la défense et de la sécurité, de l'action climatique et de l'immigration ».

Voici ce que dit le communiqué de presse :

« En s'appuyant sur l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, le premier ministre Trudeau et le président Biden mettront en relief l'importance de nos relations économiques mutuellement avantageuses pour renforcer la compétitivité et créer des chaînes d'approvisionnement résilientes, notamment en ce qui concerne les minéraux critiques – les composantes de base de l'économie propre. Ils discuteront également des progrès réalisés dans le cadre de la Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis-Canada, annoncée en février 2021, afin de faire progresser la coopération bilatérale sur des priorités communes, notamment l'adoption de mesures climatiques ambitieuses et l'édification de pays où personne n'est laissé pour compte.

« Les deux pays doivent coordonner leurs efforts s'ils veulent protéger les habitants de l'Amérique du Nord contre les menaces nouvelles et émergentes. Au cours de la visite, le premier ministre et le président souligneront la coopération en cours en matière de défense continentale, notamment le rôle clé que joue le NORAD dans la défense de l'Amérique du Nord. Ils feront également progresser la coopération dans l'Arctique.

« De plus, le premier ministre Trudeau et le président Biden poursuivront leur collaboration sur des enjeux mondiaux d'intérêt commun, notamment en continuant d'apporter leur soutien indéfectible à l'Ukraine, qui se défend contre la guerre d'agression de la Russie, et en proposant des solutions aux répercussions mondiales plus vastes de la guerre, comme la sécurité alimentaire et énergétique. Ils continueront également de soutenir les Haïtiens et les efforts déployés par ces derniers pour faire face à la crise en cours dans leur pays. En outre, les dirigeants réitéreront leur engagement à faire progresser les priorités communes de nos pays dans la région indopacifique, notamment la sécurité nationale, la prospérité économique, le respect du droit international et des droits de la personne, les valeurs démocratiques, la santé publique et la protection de notre environnement. »

Le communiqué se termine par le mantra habituel :

« Le Canada et les États-Unis sont des partenaires indéfectibles dans la défense de la démocratie, des droits de la personne et du respect de la primauté du droit, et nous travaillerons toujours ensemble pour défendre ces valeurs communes dans nos pays et ailleurs. »

Le premier ministre Justin Trudeau a ajouté :

« Le Canada et les États-Unis sont des alliés, des voisins et, par-dessus tout, des amis. Face à l'incertitude mondiale, nous continuerons de travailler ensemble en vue de défendre notre continent et nos valeurs communes, de créer plus de possibilités pour les gens et les entreprises des deux côtés de la frontière, et de bâtir des économies solides en tant que fournisseurs fiables au moment où nous nous dirigeons vers un monde carboneutre. Je suis impatient d'accueillir le président Biden au Canada. »

Durant sa visite, il est prévu que Joe Biden s'adresse au Parlement.

En février 2021, Justin Trudeau et Joe Biden ont lancé « la Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis-Canada » qui, selon eux, « définit un cadre ambitieux pour faire croître nos économies, renforcer la classe moyenne et bâtir un avenir plus sain ».

En 2021, ils ont mis sur pied « le Groupe de travail canado-américain sur les chaînes d'approvisionnement » dont le mandat consiste à renforcer la sécurité et la résilience de la chaîne d'approvisionnement bilatérale et de resserrer notre relation économique interreliée et mutuellement profitable.

Parmi les « faits saillants » cités dans le communiqué, il y a celui-ci :

« Le Canada et les États-Unis collaborent étroitement au sein de tribunes multilatérales comme le Conseil de l'Arctique, la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le G20, le G7, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les Nations Unies (ONU) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). » Aucune mention de NORAD.



Rassemblement à Ottawa

Les manifestants demandent la levée des sanctions génocidaires contre la Syrie !

Le 18 mars à Ottawa, avant la semaine d'anniversaires solennels de l'agression et de la guerre menées par les États-Unis et l'OTAN et la visite du président américain Joe Biden, une

manifestation a été appelée devant l'ambassade des États-Unis pour dénoncer les sanctions contre le peuple syrien.



Les organisateurs ont dénoncé le silence médiatique qui fait que ces sanctions et les autres activités criminelles des États-Unis dans la région sont inconnues du public canadien. Ils ont rappelé que les États-Unis occupent une région qui contient plus de 90 % du blé et du pétrole de la Syrie, qu'ils volent littéralement au pays, tout en laissant la population dans le dénuement. Les cas d'enfants souffrant de malnutrition sont en hausse et les participants au rassemblement n'ont pas hésité à qualifier ce qui se passe en Syrie de génocide dont les États-Unis sont les principaux responsables. Ils ont souligné que l'occupation et les sanctions se font également sentir au Liban. Le tremblement de terre dévastateur du 6 février qui a touché la Turquie et la Syrie a aggravé une situation déjà désastreuse, ont-ils ajouté.



Le Canada est totalement impliqué dans l'intervention étrangère menée par les États-Unis en Syrie, qui a amené la catastrophe au peuple syrien. Il n'est donc pas surprenant que la réponse du

gouvernement au tremblement de terre ait été cyniquement détachée et dépourvue de compassion. Alors que les Syriens se livraient à une course contre la montre pour libérer leurs amis et leurs familles des bâtiments en ruine, avec l'aide d'équipes de secours internationales venues de nombreux pays, le ministre du Développement international du Canada Harjit Sajjan a déclaré que son gouvernement envisagerait de déployer des équipes médicales et de recherche et de sauvetage, mais qu'il fallait d'abord « procéder à des évaluations ». Pendant ce temps, les médias monopolisés se sont employés à promouvoir les Casques blancs comme jouant un rôle important dans les efforts de sauvetage. Les Casques blancs font partie des forces spéciales privées des impérialistes sur le front civil. Ils concourent à l'objectif de changement de régime en Syrie, opérant dans les zones sous le contrôle des groupes armés qui refusent de participer à une résolution politique du conflit et agissent comme auxiliaires pour les groupes armés anti-gouvernementaux qui sont financés par les impérialistes que le Canada soutient.

Les sanctions contre la Syrie, imposées depuis 2011, font partie d'une campagne plus large d'ingérence étrangère menée par les États-Unis et visant un changement de régime parce que la Syrie ne se soumettra pas au diktat étranger. Cette campagne comprend le financement d'organisations terroristes pour fomenter une « guerre civile » et le déploiement des armées des États-Unis, du Royaume-Uni, du Canada et d'autres pays.

Le ministère des Affaires mondiales affirme avec suffisance que les sanctions canadiennes sont « ciblées » et qu'il existe des « exceptions humanitaires ». Cependant, les effets génocidaires des sanctions contre la Syrie sont bien documentés, sans parler du précédent des 500 000 enfants tués en Irak par les sanctions américaines.

Au-delà de la participation au régime de sanctions criminelles, l'armée canadienne a été active dans l'intervention menée par les États-Unis en Syrie depuis 2014, notamment en menant des frappes aériennes jusqu'en 2016. Depuis mars 2019, le Canada mène des « opérations de soutien aérien » pour d'autres pays, y compris un soutien aux frappes aériennes américaines. Toute cette activité criminelle contre le peuple syrien fait partie de ce que les États-Unis et leurs apaiseurs comme le Canada appellent « l'ordre international fondé sur des règles ».

(Photos : LML)



**Anniversaires d'agression et de guerre des États-Unis/OTAN en mars
16 mars 1993**

**Les crimes du Canada en Somalie il y a trente ans
– en mémoire de Shidane Arone**

Le 16 mars 2023 est le 30e anniversaire de l'assassinat de Shidane Arone, un jeune Somalien âgé de 16 ans, par des soldats canadiens, membres du Régiment aéroporté, corrompu par des éléments racistes connus. Ce dernier avait été envoyé en Somalie dans le cadre d'une « mission humanitaire ». Il s'est avéré par la suite que c'est George H.W. Bush qui avait « invité » le premier ministre de l'époque, Brian Mulroney, à se joindre à la « mission de secours » dirigée par les États-Unis. Les responsables politiques et militaires de l'époque ont par la suite révélé que la véritable motivation du Canada était de pouvoir jouer un rôle de premier plan dans une mission importante, afin que le Canada puisse faire oublier le rôle mineur joué par l'armée canadienne dans la guerre du Golfe.

D'horribles « photos trophées » montraient des soldats canadiens avec Shidane, qui avait été soumis à la torture et à de multiples indignités, suivies d'autres vidéos similaires montrant des soldats du

Régiment aéroporté participant à des rites d'initiation troublants et à caractère raciste. Ces actes criminels et inhumains et la manière dont ils ont été traités par les autorités canadiennes ont révélé de manière éclatante la vision raciste officielle qui sous-tend toutes les pratiques du Canada et de ses institutions. C'était il y a 30 ans et, à ce jour, le Canada refuse toujours de procéder à la modernisation et au renouvellement nécessaires sur tous les fronts, ce qui exigerait entre autres l'abandon des structures de l'État colonial imposées par une loi du Parlement impérial britannique en 1867.

Une commission a été créée pour enquêter sur les « incidents » en Somalie, comme on a appelé les atrocités. Les observateurs de l'époque ont noté que l'objectif réel de l'enquête était d'établir la « quasi-impossibilité de trouver des réponses absolues » aux crimes horribles. L'État canadien a tout fait pour enterrer la vérité sur ce qui s'est passé en Somalie et sur le racisme qui imprègne les forces armées. La commission elle-même a déclaré dans son rapport de 2 000 pages que le statu quo n'était pas suffisant et que des changements radicaux étaient nécessaires « pour regagner la confiance perdue dans les Forces armées canadiennes et pour restaurer l'honneur du rôle traditionnel du Canada en tant que gardien de la paix internationale ».



à côté de l'ambassade américaine et devant le Musée des Beaux-Arts, des militants antiguerre ont peint le nom de Shidane. Après plusieurs années, les responsables de la propriété de la Commission de la capitale nationale se sont décidés à l'effacer. Ce nom, Shidane Arone, devrait y être gravé de façon permanente.

(Archives LML)



L'affiche de la vigile du 16 mars 2023 sur la Colline du Parlement, à l'appel des étudiants de l'Université Carleton, montre des membres des Forces canadiennes en train de torturer Shidane Arone. (GRIPO-Carleton)

En fait, le premier ministre Jean Chrétien a mis fin aux audiences à la fin de l'année 1996, avant que l'enquête ne puisse achever ses travaux, prétextant que les Canadiens s'étaient « désintéressés de l'affaire somalienne ». Les commissaires n'avaient pas encore eu l'occasion d'entendre des témoins critiques ou d'examiner certaines des questions les plus fondamentales concernant les événements allégués. Ils n'ont même pas eu le temps d'examiner l'affaire qui avait alerté et indigné l'ensemble des Canadiens en premier lieu, à savoir la torture et le meurtre de Shidane Arone.

En cette anniversaire, nous rendons hommage à la mémoire de Shidane Arone et de toutes les victimes d'atrocités commises par les forces armées canadiennes. Sur le monument en l'honneur des Casques bleus canadiens à Ottawa,



24 mars 1999

Le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN

Le 24 mars 1999, les bombes se sont mises à pleuvoir sur Belgrade. L'OTAN commençait son attaque criminelle contre la Yougoslavie. Sous prétexte d'une intervention humanitaire, les États-Unis et les grandes puissances de la Vieille Europe, en particulier l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, secondés par le Canada et tous les pays membres de l'OTAN à ce moment-là, ont déclenché une guerre aérienne et des destructions massives et injustifiées dans ce pays.

Plus de 80 % des frappes de l'OTAN ont eu pour cible des civils, des quartiers résidentiels, des endroits de travail, des cliniques et des écoles. Plus de 50 000 sorties et le recours à l'uranium appauvri ont créé des problèmes de santé à long terme et contaminé l'environnement. Les frappes contre les usines de production chimique ont contaminé la population et l'environnement et les bombes à fragmentation et les mines ont continué de tuer et de mutiler les gens au-delà de la guerre. Même l'ambassade de la République populaire de Chine a été bombardée, et deux employés de l'ambassade y ont été tués.

La guerre d'agression contre la Yougoslavie a servi de précédent à la destruction du droit international. En déclenchant cette guerre, l'OTAN a violé sa propre charte fondatrice, l'Acte final d'Helsinki de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et la Charte des Nations unies. La souveraineté et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, garanties par la Charte des Nations unies, ont été ignorées et ouvertement attaquées dans le cas de ce pays membre fondateur des Nations unies.



La « contribution » du Canada à la perpétration de ces crimes de guerre dans l'ancienne Yougoslavie a été substantielle. En 1999, le Canada siégeait à la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies où aucun pays n'avait soumis de résolutions pour obtenir l'approbation des frappes contre la Yougoslavie. Il a grandement contribué aux prétextes fabriqués de crise humanitaire auxquels il a eu recours pour légitimer le contournement des institutions comme les Nations unies établies dans la période d'après-guerre. Le Canada lui-même a fourni 18 Hornets CF-18 et des équipes au sol pour les sorties. Des aéronefs canadiens ont réalisé 682 sorties au coût de 54,5 millions de dollars, ont largué au total 530 bombes dont 361 guidées par laser. Quelques semaines seulement avant la guerre, le Canada a acheté un approvisionnement d'urgence de 300 bombes de l'armée américaine. Des pilotes canadiens ont mené 10 % des frappes aériennes. Tel fut le rôle

du Canada dans l'« intervention humanitaire » de l'OTAN.

À l'époque, le Canada défendait et faisait beaucoup de tapage au sujet de la « politique de sécurité humanitaire » du ministre des Affaires étrangères d'alors, Lloyd Axworthy, dont le contenu a été repris par l'OTAN pour ses interventions futures et est devenue sa « doctrine de la responsabilité de protéger ».

La guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie a été le premier engagement militaire ouvert de l'organisation depuis sa formation, mais ce n'est pas tout. Elle a marqué un véritable tournant dans la perpétration de crimes contre l'humanité qui sont passés d'opérations secrètes à la violation ouverte de l'état de droit international[1]. Par exemple, c'est dans cette guerre qu'il y a eu la première tentative ouverte d'assassinat d'un chef d'État en Europe. Les frappes militaires des studios de radio et de télévision à Belgrade, renouvelées le 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse, ont engendré la doctrine de l'OTAN selon laquelle tout journaliste, travailleur des médias ou organe de presse qui ne travaille pas pour l'OTAN est un ennemi propagandiste et une cible militaire. Depuis cette attaque contre la liberté d'expression, la liberté de la presse et le droit de conscience, le nombre de journalistes et de photographes de presse tués dans l'exercice de leur métier a augmenté de façon phénoménale.

Malgré tous les prétextes soulevés pour justifier la guerre et la destruction gratuite qu'elle a causée, l'OTAN a utilisé cette guerre pour proclamer son intention de mener des guerres mondiales de destruction et d'occupation et, ultérieurement, de changement de régime. Les agressions contre l'Irak et l'Afghanistan et la « guerre contre le terrorisme » lancée le 11 septembre montrent amplement ce qu'est l'« humanitarisme » de l'OTAN.

Les projets d'un « grand Moyen-Orient », l'ingérence au Soudan, au Tibet et au Caucase, les campagnes contre le Zimbabwe, Cuba, la Somalie et le Liban, la destruction ultérieure de la Libye, l'agression contre la Syrie et les menaces de guerre constantes contre l'Iran et la République populaire démocratique de Corée ainsi que les actes d'agression et de sanctions contre le Venezuela, ainsi que l'ingénierie des coups d'État contre Haïti, la Bolivie, le Honduras, le Pérou, entre autres, et la guerre par procuration menée par les États-Unis contre la Russie en utilisant l'Ukraine, montrent que le « nouvel ordre mondial » des impérialistes, fondé sur la réalisation de leur objectif de domination par la force, a laissé derrière lui un océan de dévastation et de misère humaine. La voie tracée par l'OTAN en Yougoslavie est en violation de la Charte de l'ONU et de l'état de droit international qui repose sur le renoncement au recours à la violence pour résoudre les conflits entre nations.



Parmi les bombardements aveugles de cibles civiles par l'OTAN figuraient le ministère de l'Intérieur de Serbie (à gauche) et la radiotélévision serbe.

Les bombardements criminels de l'OTAN de la Yougoslavie, tout comme l'invasion américaine de l'Irak, la destruction de la Libye, les assassinats de leurs dirigeants et les changements de régime, n'ont pas réussi à unir la bureaucratie américaine. Les luttes entre factions se sont multipliées et les États-Unis sont au bord d'une guerre civile ouverte à l'intérieur du pays, tandis qu'ils intensifient leur bellicisme et les préparatifs d'une guerre à grande échelle à l'étranger. Ce que l'on appelle les institutions démocratiques libérales ne fonctionnent plus pour régler les différends au sein de la classe dirigeante. Plus les dirigeants gouvernent par décret, plus ils prétendent défendre la démocratie, les droits humains et ce qu'ils appellent un ordre fondé sur des règles.

Le Canada a succombé complètement aux exigences des États-Unis d'intégrer l'économie et les ressources canadiennes à la production de guerre des États-Unis et de consacrer de plus en plus de

ressources à l'OTAN, à la militarisation de la culture et de la vie et à la criminalisation de l'opposition à cette politique, tant au Canada qu'à l'étranger. Les États-Unis n'acceptent aucune négociation, même au sein du bloc de l'OTAN. Ils organisent des exercices de guerre imposants dans la région Asie-Pacifique et ailleurs pour s'assurer que les forces armées de chaque pays sont intégrées sous le commandement des États-Unis. comme c'est le cas pour le Canada, la Pologne et les forces spéciales italiennes parmi tant d'autres. Ils exigent que les pays paient les coûts du maintien des bases et des forces américaines sur leurs territoires et qu'on laisse ces forces agir en toute impunité en vertu de soi-disant accords sur le statut des forces signés avec des pays comme la Corée du sud et le Japon. Tout cela est fait au nom de la paix, de la liberté et de la démocratie et montre aux peuples les dangers qui les guettent et la nécessité non seulement de sortir leur pays de l'OTAN et de démanteler l'OTAN, mais aussi de lutter pour faire de tous les pays des zones de paix.

Clairement, la tragédie déclenchée par les frappes brutales et criminelles de la Yougoslavie en 1999 au nom de la « sécurité humaine » et autres prétextes « humanitaires » n'était que le début de ce que les États-Unis et leur alliance belliciste de l'OTAN ont commis depuis. Il faut tout mettre en oeuvre pour briser les tentatives des impérialistes, de leurs porte-parole et de leurs agences dans chaque pays de désorienter l'unité du peuple contre les guerres de destruction et les changements de régime. Toute personne éprise de paix est appelée à s'unir dans l'action pour établir des gouvernements antiguerre qui ne permettent pas de tels crimes contre l'humanité. Tous les moyens officiels, ouverts ou secrets utilisés pour désorienter le mouvement pour la paix et répandre la désinformation pour tenter d'empêcher les gens de déployer la force de leur nombre et de leur organisation doivent être contrecarrés.

Note

1. Dans son livre « The Globalization of NATO » (Clarity Press, 2012), Madhi Darius Mazemroaya souligne l'importance de la guerre en Yougoslavie pour l'OTAN.

« La Yougoslavie a représenté un tournant pour l'Alliance atlantique et son mandat. L'organisation a laissé tomber sa prétention défensive et a adopté une stratégie offensive sous des formes humanitaires. De la Yougoslavie, l'OTAN a commencé son périple pour devenir une force militaire mondiale. Des guerres des Balkans, elle a élargi ses régions internationales d'opérations à l'extérieur de la zone euro-atlantique jusqu'aux pays du Caucase, de l'Asie centrale, de l'Afrique de l'Est, du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'océan Indien. Elle a, en pratique, transformé la Méditerranée en lac de l'OTAN par le Dialogue méditerranéen et l'Initiative de coopération d'Istanbul, et tente de faire de même dans la mer Noire et dans la région de la mer Caspienne où elle voudrait assurer une présence stratégique. L'Initiative de la sécurité du golfe entre l'OTAN et le Conseil de coopération du golfe vise aussi la domination du golfe Persique et l'encercllement de l'Iran. Israël est maintenant un membre de facto de l'organisation militaire. Aussi, des navires de l'OTAN sillonnent la mer Rouge et le golfe d'Aden. Ces bâtiments de guerre sont déployés vers les côtes de la Somalie, de Djibouti et du Yémen et font partie des objectifs de l'OTAN de créer un cordon de navires pour contrôler les importantes voies navigables et les voies de transit maritimes.

« [...] L'OTAN a visiblement joué un rôle important à compléter la stratégie des États-Unis pour la domination de l'Eurasie, qui comprend l'encercllement de la Russie, de la Chine, de l'Iran et de leurs alliés par un cordon militaire contrôlé par Washington. Le projet de bouclier antimissile mondial, la militarisation du Japon, les insurrections en Libye et en Syrie, les menaces contre l'Iran et la formation d'une alliance militaire semblable à l'OTAN dans la région de l'Asie-Pacifique sont des composantes de ce projet géopolitique colossal. Cependant, la mondialisation de l'OTAN a provoqué la création d'une nouvelle série de contre-alliances eurasiennes qui ont des liens jusqu'en Amérique latine. L'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ont été créées par la Russie, la Chine et leurs alliés comme boucliers contre les États-Unis et l'OTAN et comme moyen de leur tenir tête. »



Ottawa, 28 mars 1999



Montréal, 3 avril 1999



Ottawa, 4 avril 1999



Toronto, 17 avril 1999



Windsor, 17 avril 1999



Mémorial aux enfants tués par l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, parc de Tasmajdan, Belgrade, Serbie



19 mars 2003

La guerre contre l'Irak menée par les États-Unis

L'invasion de l'Irak en 2003 a été menée à la suite d'une campagne de tromperie orchestrée par les États-Unis, qui ont envoyé leur secrétaire d'État, Colin Powell, au Conseil de sécurité de l'ONU présenter des indices bidon comme « preuve » que le gouvernement irakien possédait des armes de destruction massive. Ce spectacle était destiné à entraîner le monde dans un débat frauduleux sur la menace que l'Irak était censé représenter pour la sécurité du monde, à un moment où les États-Unis préparaient leur campagne de terreur « choc et effroi » pour s'emparer du pays par la force. Dans cette campagne pour détruire l'Irak et prendre le contrôle du Moyen-Orient, les États-Unis n'ont jamais reçu l'approbation du Conseil de sécurité des Nations unies.

Le 20 mars 2003, les États-Unis, avec une « coalition des volontaires » composée du Royaume-Uni, de l'Australie et de la Pologne, ont lancé leur deuxième guerre d'Irak avec une campagne de bombardement « choc et effroi » impitoyable. Les États-Unis ont déclaré que des millions d'Irakiens sortiraient dans la rue pour acclamer ceux qui les avaient « libérés » du président irakien Saddam Hussein.

Cela n'a pas eu lieu.

Le mouvement de résistance était déjà à un niveau élevé contre le brutal régime de sanctions approuvé par les Nations unies, qui a tué des milliers d'Irakiens, dont 500 000 enfants, et détruit les infrastructures civiles. Après le bombardement « choc et effroi » de Bagdad, la résistance à l'agression américaine s'est intensifiée et les États-Unis ont ensuite envahi avec des forces terrestres. Des crimes innommables ont été commis pendant la guerre et l'occupation menées par les États-Unis, notamment des assassinats gratuits, puis des actes de torture et des opérations secrètes qui ont rendu l'administration Bush tristement célèbre. Tout cela a détruit l'Irak, connu comme l'un des berceaux de la civilisation, et a conduit à une période de profonde instabilité dans ce pays et dans la région – avec d'autres guerres contre les peuples, des occupations, des assassinats et des crimes contre l'humanité entraînant des pertes civiles d'une ampleur incalculable – qui n'est toujours pas résolue.

La profonde instabilité en Irak et dans la région continue de faire des ravages, mais les impérialistes américains, leurs alliés de l'OTAN et les médias ne versent aucune larme. En fait, aujourd'hui, ce qui se faisait secrètement à l'époque de la deuxième guerre d'Irak est devenu un éloge manifeste des assassins, des mercenaires, des révolutions de couleur, des coups d'État, des changements de régime et des campagnes de désinformation inspirés et financés par les États-Unis et l'OTAN, à une échelle inconnue jusqu'alors. Les mensonges et la désinformation racontés aujourd'hui sur les événements en Ukraine font paraître pitoyables les mensonges sur les armes de destruction massive, aussi scandaleux qu'ils aient été.

Comme ce fut le cas lorsqu'ils ont envahi l'Irak il y a 20 ans, les États-Unis et leurs alliés, dont le Canada qui compte parmi les pays les plus bellicistes, continuent aujourd'hui de rejeter la responsabilité de leurs crimes sur les autres et se vantent d'être des libérateurs qui défendent la liberté, la démocratie et la paix.

Le premier ministre Jean Chrétien, faisant référence à l'imminence de la guerre totale des États-Unis contre l'Irak, a annoncé le 17 mars 2003 que « si une action militaire est lancée en l'absence d'une nouvelle résolution, le Canada ne s'y joindra pas. » Il n'y a pas eu de résolution de l'ONU, seulement les mensonges et la désinformation énormes des impérialistes américains au sujet des armes de destruction massive, du « maléfique Saddam Hussein » et du dévouement sacré des États-Unis à la cause de la paix, de la liberté et de la démocratie.



Manifestation contre la guerre à Montréal le 22 mars 2003

D'énormes manifestations anti-guerre ont eu lieu au Canada (250 000 personnes à une manifestation à Montréal) et dans le monde entier. Bien que le Canada n'ait pas envoyé de forces terrestres, il avait des navires, des avions et 1 000 militaires dans la région du golfe Persique. Il a maintenu une équipe de liaison au quartier général de combat des États-Unis au Qatar et ses navires et avions ont continué à coopérer avec les forces américaines dans la région. Le Canada s'est également engagé à envoyer 3 000 soldats canadiens pour remplacer les soldats américains en Afghanistan pendant l'été afin de les libérer et de les réaffecter au Moyen-Orient. Ces mesures, prises sous le couvert de la « guerre contre le terrorisme », ont fait en sorte que ce qui constitue le terrorisme et ses causes ne soit pas discuté.

La campagne impérialiste américaine contre le terrorisme visait tous les mouvements de résistance au terrorisme d'État et tous les pays qui refusaient de se soumettre au diktat américain. Aux États-Unis, au Canada et ailleurs, des personnes ont été emprisonnées dans le cadre de processus sécuritaires injustes qui les ont maintenues en détention indéfinie sur la base d'allégations non prouvées, ont suspendu tous leurs droits civils et en ont expulsé certaines vers les États-Unis et d'autres lieux de torture.

Des mercenaires ont été embauchés pour mener des opérations occultes – des activités criminelles qui se déroulent aujourd'hui au grand jour. Les États-Unis ont utilisé des sites de torture, comme la base navale américaine de la baie de Guantanamo, pour échapper à l'obligation de rendre des comptes et qui sont devenus notoires.



Manifestation à Ottawa le 22 mars 2003

Des sanctions imposées à l'Irak après la guerre du Golfe

Le Conseil de sécurité des Nations unies a imposé des sanctions à l'Irak en 1990, après que l'Irak eut été poussé à entrer en guerre contre le Koweït. Cette guerre a ensuite conduit une « coalition des volontaires » dirigée par les États-Unis à faire la guerre à l'Irak, connue sous le nom de première guerre du Golfe. Cette guerre a été menée en vertu d'une résolution de l'ONU autorisant le recours à la force.

Avant l'imposition des sanctions, l'Irak avait un niveau de vie relativement élevé, notamment une gamme de services sociaux pour assurer le bien-être de la population.

Lorsque les conditions de vie en Irak se sont détériorées à cause des sanctions américaines, le gouvernement américain et les médias monopolisés ont répandu la désinformation selon laquelle cela était attribuable non pas à des sanctions mais au détournement de fonds provenant de la vente du pétrole irakien à des fins humanitaires par le gouvernement de Saddam Hussein. Cette désinformation a été utilisée pour justifier la poursuite de l'intervention américaine, car les États-Unis et d'autres pays ont affirmé que le peuple irakien souffrait sous le régime de Saddam Hussein et devait être libéré.

Les sanctions ont causé la mort de 500 000 enfants irakiens en plus de nombreux autres décès et la destruction des systèmes de soins de santé, d'éducation et d'autres infrastructures. En 1996, Madeleine Albright, alors secrétaire d'État des États-Unis, interrogée sur les pertes d'enfants, a répondu que « nous pensons que le prix en vaut la peine ». Il est clair que l'objectif des sanctions comme arme de guerre par l'impérialisme américain et ses alliés était de mettre l'Irak à genoux et de le forcer à se soumettre au diktat américain et plus tard, avec les mensonges sur les armes de destruction massive, de fournir une justification pour la guerre.

Les sanctions contre l'Irak ont finalement été largement levées en mai 2003, après que les destructions dues à la guerre aient atteint des proportions dépassant ce que même la désinformation américaine pouvait imputer à d'autres. Les exceptions notables sont les sanctions qui donnaient aux États-Unis et au Royaume-Uni le contrôle des revenus pétroliers de l'Irak, qui n'ont pas été levées

avant décembre 2010. Les sanctions exigeant que 5 % des revenus pétroliers et gaziers de l'Irak soient versés au Koweït à titre de réparations ont été levées en 2013. Le paiement des réparations de l'Irak au Koweït, en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies de 1991, s'est achevé en décembre 2021 avec le paiement final d'un total de 52,4 milliards de dollars américains.

Dans une entrevue réalisée en avril 2021, Denis Halliday, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et coordinateur humanitaire de l'ONU en Irak, a parlé de la nature des sanctions et des conditions en Irak dans les années précédant la guerre de 2003. Denis Halliday a démissionné de l'ONU en 1998 pour protester contre le refus du Conseil de sécurité de lever les sanctions.

« **Q** : Vingt ans après votre démission des Nations unies, les États-Unis imposent aujourd'hui des sanctions similaires de « pression maximale » contre l'Iran, le Venezuela, Cuba et la Corée du nord, privant leurs populations d'accès à la nourriture et aux médicaments pendant la pandémie. Qu'aimeriez-vous dire aux Américains sur l'impact réel de ces politiques ?

« **Denis Halliday** : Les sanctions imposées par le Conseil de sécurité contre l'Irak, sous l'impulsion des États-Unis et de la Grande-Bretagne, étaient uniques dans le sens où elles étaient globales. Elles étaient illimitées, c'est-à-dire qu'il fallait une décision du Conseil de sécurité pour y mettre fin, ce qui n'est bien sûr jamais arrivé – et elles ont suivi immédiatement la guerre du Golfe [de 1991].

« La guerre du Golfe, menée principalement par les États-Unis mais soutenue par la Grande-Bretagne et quelques autres, a entrepris le bombardement de l'Irak et ciblé des infrastructures civiles, ce qui est une violation des Conventions de Genève, et ils ont détruit tous les réseaux électriques du pays.

« Cela a complètement sapé le système de traitement et de distribution de l'eau de l'Irak, qui dépendait de l'électricité pour le conduire, et a conduit les gens à utiliser l'eau contaminée du Tigre et de l'Euphrate. C'était le début du glas des jeunes enfants, car les mères n'allaitaient pas, elles nourrissaient leurs enfants avec du lait maternisé, mais le mélangeaient avec de l'eau sale du Tigre et de l'Euphrate.

« De plus, ces conflits ont introduit une nouvelle arme appelée uranium appauvri, qui a été utilisée par les forces américaines chassant l'armée irakienne du Koweït. Cela a été utilisé à nouveau dans le sud de l'Irak dans la région de Bassora, et a conduit à une accumulation massive de débris nucléaires qui a conduit à la leucémie chez les enfants, qui a mis trois, quatre ou cinq ans à se manifester.

« Lorsque je suis arrivé en Irak en 1998, les hôpitaux de Bagdad, et aussi bien sûr de Bassora et d'autres villes, étaient remplis d'enfants atteints de leucémie. Ces enfants, dont nous estimons qu'ils sont peut-être 200 000, sont morts de leucémie. Dans le même temps, Washington et Londres ont retenu certains des médicaments et des composants du traitement que la leucémie requiert, encore une fois, semblait-il, de manière génocidaire, en refusant aux enfants irakiens le droit de rester en vie.

« Je pense donc que les États-Unis et leur population, qui ont voté pour ces gouvernements, doivent comprendre que les enfants et le peuple irakiens sont tout comme les enfants des États-Unis et de l'Angleterre et leur peuple.

« Nous tuons des gens avec des sanctions. Les sanctions ne sont pas un substitut à la guerre – elles sont une forme de guerre. »

(Archives du LML; "We Kill People with Sanctions: An Interview with Denis Halliday," Nicolas J.S. Davies, Progressive Magazine, April 29, 2021.)



Windsor, 12 avril 2003



Halifax, 25 octobre 2003



18 mars 2011

La guerre des États-Unis/OTAN contre la Libye



Calgary, 9 avril 2011

La guerre criminelle de l'OTAN contre la Libye a été menée au nom de la doctrine impérialiste de défense de la « responsabilité de protéger ». L'agression s'est produite dans le contexte de ce qu'on a appelé le « printemps arabe », au cours duquel des manifestations ont eu lieu contre différents gouvernements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, dans de nombreux cas instiguées ou contrôlées par des forces extérieures pour organiser un changement de régime au service des intérêts impérialistes.

L'opération de l'OTAN, désignée comme une « zone d'exclusion aérienne » au-dessus de la Libye, a eu lieu officiellement entre le 7 mars et le 31 octobre 2011. La guerre a été déclarée peu après que les véhicules du leader libyen Mouammar Kadhafi et d'autres Libyens ont été bombardés par l'OTAN, et Mouammar Kadhafi a été capturé et brutalement assassiné par les forces de milices de l'OTAN sur le terrain le 20 octobre 2011. Ce qui a été présenté comme l'instauration d'une « zone d'exclusion aérienne » a été en fait une campagne de bombardements impitoyables contre l'armée et les villes libyennes et contre les civils libyens patriotiques qui s'étaient armés pour se défendre.



Après ce crime, la fraude selon laquelle l'OTAN tuait des Libyens pour défendre des manifestants ou promouvoir la liberté et la démocratie a été oubliée. Après un bombardement médiatique des médias monopolisés, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, faisant la promotion des histoires les plus folles pour justifier l'agression impérialiste, et ensuite vanter les actions brutales de l'OTAN et de ses alliés sur le terrain, la Libye a disparu de l'actualité, à l'exception de mentions occasionnelles du dysfonctionnement du pays et des crimes continus contre le peuple commis par ceux que l'OTAN a mis au pouvoir. Il y a eu, notamment, de véritables cas de massacres de manifestants, qui ne seraient désormais plus une source d'inquiétude pour l'OTAN ou pour les cercles dirigeants

américains et canadiens.



Des maisons détruites par les frappes aériennes de l'OTAN dans le village de Majer, le 9 août 2011

La Libye n'est réapparue dans l'actualité que lors des atrocités commises contre les chrétiens coptes par des forces alliées à l'OTAN qui ont prêté allégeance à l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIL, également connu sous le nom de Daesh), sans compter les appels de l'Égypte et d'autres pays en faveur d'une nouvelle intervention militaire dans le pays. Aucune conclusion justifiée n'a été tirée par ceux qui ont favorisé et permis l'agression qui a détruit l'État libyen, dévasté ses villes et porté les voyous au pouvoir.

Pour bloquer l'opposition populaire à l'agression en Libye, l'impérialisme américain a entrepris une mobilisation totale de ses laquais dans les médias, les milieux politiques, le milieu universitaire et les ONG; cette alliance maudite a clamé que les autorités libyennes procédaient à un massacre impitoyable et que le génocide était imminent si l'OTAN ne déclenchait pas une guerre. Tous les députés du Canada, sauf un, ont appuyé la mission. Selon cette alliance, l'opposition à la guerre était impossible. Contrairement à l'Irak, à l'Afghanistan, au Vietnam et à d'autres guerres américaines, l'impérialisme répondait à des besoins humanitaires urgents, a-t-on dit aux gens, tandis que Mouammar Kadhafi était dépeint comme un fou. La confusion et l'hésitation semées au sein du peuple se sont accompagnées d'un refus de reconnaître la réalité de ce qui s'était passé et de condamner cette propagande de guerre qui violait la Convention de Genève.

La réalité de la situation en Libye, qui n'était en fait pas un mystère à l'époque, a été précisée par certaines études universitaires et autres qui n'ont pas été soulignées ni prises en compte. Un document d'orientation politique intitulé « Lessons from Libya : How Not to Intervene » (Les leçons de la Libye : Comment ne pas intervenir) publié en septembre 2013 par le Belfer Center for Science and International Affairs de l'Université Harvard souligne le caractère frauduleux du prétexte invoqué pour cette guerre :

« Contrairement à ce qui a été rapporté dans les médias occidentaux, Kadhafi n'a pas initié la violence en Libye en attaquant des manifestants pacifiques. Les Nations unies et Amnistie Internationale ont montré que dans les quatre villes libyennes ravagées par le conflit civil à la mi-février 2011, Benghazi, El Beïda, Tripoli et Misrata, ce sont en fait les manifestants qui ont



Manifestation à l'extérieur de la Conférence de Londres sur la Libye, le 29 mars 2011, où 40 pays et organisations, dont l'ONU, l'OTAN et la Ligue arabe, ont comploté pour la guerre et le changement de régime

initié la violence. Le gouvernement a réagi aux gestes des rebelles en envoyant l'armée, mais n'a jamais intentionnellement ciblé de civils ou fait usage excessif et aveugle de la force, comme l'ont affirmé les médias occidentaux. Les comptes rendus de presse initiaux ont exagéré le nombre de morts, le multipliant par dix, rapportant « plus de 2000 morts » à Benghazi au cours des premiers jours de l'insurrection, alors que Human Rights Watch n'a recensé plus tard que 233 morts dans toute la Libye pour cette période. »

« Une autre preuve que Kadhafi a évité de cibler les civils vient de la ville libyenne qui a été la plus touchée par les premiers combats, Misrata. Selon HRW, sur les 949 personnes qui ont été blessées au cours des sept premières semaines de la rébellion, seulement 30 étaient des femmes ou des enfants, ce qui signifie que les forces de Kadhafi se concentraient exclusivement sur les combattants. Au cours de la même période, seulement 257 personnes ont été tuées dans cette ville de 400 000 habitants, une fraction inférieure à 0,0006, ce qui apporte une preuve supplémentaire que le gouvernement a évité d'utiliser la force sans discernement. De plus, Kadhafi n'a pas commis de « massacres » dans les villes que ses forces ont reprises aux rebelles avant l'intervention de l'OTAN, notamment Ajdabiya, Bani Walid, Marsa, Le Brega, Ras Lanouf, Zaouïa et une grande partie de Misrata. Il n'y avait donc pratiquement aucun risque que cela se produise s'il avait eu le temps de reprendre le dernier bastion rebelle de Benghazi. »

« Les faits démontrent que l'objectif premier de l'OTAN était le renversement du régime de Kadhafi, même au coût d'importantes souffrances parmi les Libyens. L'OTAN a attaqué les forces libyennes sans discernement, y compris des unités en repli et d'autres dans la ville natale de Kadhafi, Syrte, qui n'étaient pas une menace pour les civils. L'OTAN a continué de soutenir les rebelles alors qu'ils avaient rejeté à plusieurs reprises les propositions de cessez-le-feu du gouvernement qui auraient pu mettre fin aux violences et épargner les civils. »

Ce document, basé sur un article paru dans le journal Security International intitulé « A Model Humanitarian Intervention ? Reassessing NATO's Libya Campaign » (Une intervention humanitaire modèle ? Réévaluer la campagne de l'OTAN en Libye), clarifie ces questions dans l'optique de proposer une intervention militaire plus « efficace » qui « ne se retourne pas » contre ses initiateurs comme dans le cas de la Libye. Les objectifs de l'intervention de l'OTAN ont été effectivement atteints, notamment la destruction du projet libyen d'édification d'une nation indépendante et l'expansion de l'emprise de l'impérialisme américain sur le continent africain et sur le Moyen-Orient.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a souligné lors du quatrième anniversaire de la guerre : « Cette propagande de guerre était si trompeuse qu'elle a transformé en leur contraire tous les termes et définitions hérités du XXe siècle. Ces termes sont devenus des armes aux mains des impérialistes pour lancer leurs agressions et fouler aux pieds le droit public. En cet anniversaire de l'agression de la Libye, il est plus urgent que jamais que les peuples élaborent leur propre pensée, analysent les conditions objectives et rejettent les termes démagogiques du passé et les définitions vagues et déformées qui peuvent servir la guerre impérialiste et le droit de monopole. Les définitions modernes des droits humains, de la démocratie, du socialisme, du syndicalisme et du développement économique ne peuvent être articulées que dans la lutte contre l'impérialisme à la défense des droits de tous, dans des actions avec analyse au service des intérêts du peuple contre le droit de monopole. Même la définition des intérêts du peuple et de la lutte pour défendre ces intérêts et du contrôle de sa destinée doit être la création du peuple lui-même et de ses organisations. »

La Libye avait autrefois le niveau de vie le plus élevé d'Afrique et un large éventail de programmes sociaux fournis gratuitement. L'anarchie, la violence et la crise massive des réfugiés qui ont accompagné la destruction de la Libye sont des tragédies. Le crime repose carrément aux pieds des impérialistes américains et des pays de l'OTAN, dont le Canada. Cette déstabilisation s'est étendue aux pays voisins de la Libye. Cela montre clairement que la frauduleuse doctrine de la sécurité humaine et de la responsabilité de protéger n'est qu'un exemple brutal de plus de la doctrine

impérialiste irrationnelle et en faillite inventée pendant la guerre du Vietnam : « Nous avons dû détruire le village pour le sauver ».

En 2011, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a souligné la nécessité de dénoncer l'agression contre la Libye et a appelé les Canadiens à rejeter la manipulation de ces événements par les États-Unis, l'OTAN et d'autres qui n'ont pas à cœur les intérêts des peuples de leur pays et du monde. Le PCC(M-L) a appelé la classe ouvrière et les jeunes du Canada à diriger les mouvements antiguerre et pour la paix afin d'adopter des positions sans équivoque contre les préparatifs d'invasion de la Libye et de s'opposer à la tentative d'amener les Canadiens à se joindre à un groupe qui demande l'invocation de la doctrine impérialiste de la « responsabilité de protéger » sous prétexte d'« arrêter les tueries » en Libye. Le PCC(M-L) a appelé le peuple à prendre fermement position contre les allégations mensongères qui servent de prétexte pour envahir la Libye et réaliser les visées des États-Unis et des autres ennemis des peuples.

Le PCC(M-L) avait souligné à l'époque : « Peu importe les nobles idéaux invoqués pour justifier ces activités, elles demeurent des violations du droit international et un crime contre la paix, le crime le plus grave de tous au plan international. Ces lois qui appuient le droit international ont été établies en réponse aux pertes terribles de la Deuxième Guerre mondiale, dans le but de garantir qu'une telle guerre ne se produira plus jamais. La gravité du crime qui a été commis contre le peuple libyen démontre à quel point il est urgent que les Canadiens travaillent à s'investir du pouvoir pour établir un gouvernement antiguerre qui incarne l'aspiration des Canadiens à faire du Canada une véritable force de paix dans le monde. »



Manifestations partout au Canada contre le bombardement de la Libye par l'OTAN en 2011



26 mars 2015

La guerre américano-saoudienne contre le Yémen



Le 7 janvier 2023, des rassemblements ont eu lieu partout au Yémen contre l'agression américano-saoudienne sous la bannière « le siège est la guerre ».

L'Arabie saoudite, l'Égypte, le Maroc, la Jordanie, le Soudan, le Koweït, les Émirats arabes unis, le Qatar et Bahreïn ont commencé à bombarder le Yémen le 26 mars 2015, après avoir reçu l'autorisation des États-Unis. Un soulèvement avait eu lieu dans ce pays, le plus pauvre de la région, mené par le groupe rebelle houthis. Fin janvier 2015, le président Abdrabbo Mansour Hadi, soutenu par les États-Unis et l'Arabie saoudite, a été contraint de démissionner en raison du soulèvement et des manifestations de masse contre sa politique. Les forces de résistance du peuple yéménite, connues sous le nom de mouvement Ansrallah, ont établi un Comité révolutionnaire suprême pour assumer la présidence. Mansour Hadi s'est retiré à Aden un mois plus tard et a retiré sa démission.

L'opération américano-saoudienne a commencé par le déploiement de 100 avions de chasse, tandis que 150 000 soldats se tenaient prêts à envahir la ville. Dans un discours télévisé, le chef des Houthis, Abdel-Malek al-Houthi, a qualifié l'opération menée par l'Arabie saoudite d'« agression méprisable ».

« Qu'attendent-ils de nous, que nous capitulions, que nous annonçons notre défaite comme des lâches ?, a demandé le chef des rebelles. Absolument pas. Ce n'est pas ainsi que pense l'honorable peuple yéménite. Nous allons nous battre. L'ensemble des 24 millions de Yéménites feront front uni contre cette agression méprisable. Le Yémen sera le tombeau de toute armée qui nous envahira. »

Le 27 mars 2015, le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada affirmait dans une déclaration de Rob Nicholson, alors ministre des Affaires étrangères, que « le Canada appuie l'intervention militaire menée par l'Arabie saoudite et ses partenaires du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ainsi que par d'autres pays, en vue de défendre les frontières de l'Arabie saoudite et de protéger le gouvernement reconnu du Yémen à la demande du président du Yémen ».

Le gouvernement canadien a rejeté la responsabilité sur les Houthis et leurs partisans au Yémen : «

Le Canada exhorte les Houthis à mettre fin immédiatement à leurs actions militaires provocatrices, et encourage fermement toutes les parties à retourner à la table de négociations, a dit le ministre Nicholson. Le Canada est solidaire du peuple yéménite en ces temps difficiles et incertains. »

Soutien du Canada aux crimes commis par l'Arabie saoudite au Yémen



Manifestation au Yémen le 7 janvier 2023

Le Canada est pleinement complice des crimes commis par l'Arabie saoudite au Yémen.

Depuis le début de la guerre, le Canada a expédié des milliards de dollars d'armes à l'Arabie saoudite. Un rapport de mai 2022 d'Affaires mondiales Canada informe que le Canada a exporté pour plus de 1,7 milliard de dollars d'armement à l'Arabie saoudite en 2021, une augmentation par rapport à 1,3 milliard de dollars en 2020, rapporte *Middle East Eye*. Il poursuit en informant que « le rapport marque la dixième année au cours de laquelle l'Arabie saoudite a été le deuxième plus grand acheteur d'équipement militaire du Canada ». L'aide humanitaire que le Canada fournit au Yémen est dérisoire comparée à ces montants et à ce dont le peuple yéménite a réellement besoin en raison de la guerre qui lui est livrée.

À la suite d'une querelle diplomatique avec l'Arabie saoudite, le Canada a mis en place un moratoire sur les ventes d'armes à ce pays. Cependant, « le moratoire sur les ventes d'armes au royaume a pris fin en avril 2020 [...] Cette mesure faisait suite à un examen par le gouvernement canadien des ventes d'armes au royaume, qui a conclu qu'il n'y avait 'aucun risque substantiel' que ces transferts de biens militaires soient "utilisés pour commettre ou faciliter des violations du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire ou de la violence fondée sur le genre. »

Dans un rapport publié en 2021 par Amnesty International Canada et Project Ploughshares, on peut lire : « Il existe des preuves convaincantes que des armes exportées du Canada vers l'Arabie saoudite, notamment des véhicules blindés légers et des fusils de précision, ont été détournées pour être utilisées dans la guerre au Yémen. » Les Canadiens et les Québécois dénoncent depuis longtemps les ventes d'armes du Canada à l'Arabie saoudite.

Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) décrit la situation actuelle au Yémen comme « une des plus grandes crises humanitaires au monde ». Il informe :

« En 2023, 21,6 millions de personnes auront besoin d'une forme d'aide humanitaire, alors que 80 % de la population du pays peine à accéder à la nourriture, à l'eau potable et à des services de santé adéquats. De multiples situations d'urgence ont frappé le pays : un conflit violent, un blocus

économique, l'effondrement de la monnaie, des catastrophes naturelles et la pandémie de COVID-19. » L'UNPF note également l'impact plus important de tous ces problèmes sur les femmes.

Par ailleurs, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés indique que « près de six millions de Yéménites ont été déplacés depuis le début de la crise, dont 4,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur du Yémen ».

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a estimé en 2021 que le nombre de décès dus à la guerre atteindrait 377 000 à la fin de l'année. Près de 60 % de ces décès sont dus à des effets indirects tels que le manque d'eau potable, la faim et les maladies, tandis que les 150 000 décès restants sont directement causés par les combats.

Les conditions à l'origine de ces centaines de milliers de morts sont désastreuses. La guerre au Yémen tue chaque jour 80 nouveau-nés. Environ 39 % des bébés sont prématurés, ce qui représente une augmentation significative par rapport à la période précédant le début de la guerre. L'utilisation d'armes interdites a été citée comme l'une des raisons de cette tendance.

Les centres médicaux du Yémen ont besoin de quelque 2 000 incubateurs. Le blocus imposé au Yémen par l'Arabie saoudite a aggravé la pénurie de matériel médical nécessaire au peuple yéménite. Les cas de paludisme ont doublé, passant de 513 000 en 2015 à 1 100 000 en 2019. Au cours de cette période, le paludisme et la dengue ont coûté la vie à plus de 260 000 Yéménites.

En septembre 2022, la chaîne de télévision yéménite *al-Masirah* a rapporté que le ministère de la Santé publique et de la Population avait confirmé que le blocus imposé par l'Arabie saoudite avait fait augmenter les cas de malnutrition aiguë à plus de 632 000 enfants de moins de cinq ans et à 1,5 million de femmes enceintes et allaitantes. « Le siège et les bombardements intenses avec des armes interdites ont provoqué un taux élevé d'anomalies congénitales et de fausses couches, avec une moyenne de 350 000 fausses couches et 12 000 malformations », a indiqué le ministère. Selon lui, le siège a entraîné une augmentation de 8 % des naissances prématurées par rapport à la situation qui prévalait avant la guerre.

Le blocus a également augmenté de 50 % le nombre de patients atteints de cancer. Le nombre de cas enregistrés au cours de l'année 2021 s'élève à 46 204.

La plupart des personnes tuées par les effets indirects de la guerre sont de « jeunes enfants particulièrement vulnérables à la sous-alimentation et à la malnutrition ».

Le ministère a également indiqué que la guerre menée par l'Arabie saoudite avait détruit 162 établissements de santé en totalité ou 375 en partie et les avait mis hors d'état de fonctionner.

Bien qu'il se pose en défenseur des droits humains et des droits des femmes, le Canada est resté silencieux sur les crimes commis contre les Yéménites. En outre, le Canada, comme d'autres, porte la responsabilité des crimes terribles commis contre le peuple yéménite dans cette guerre pour les milliards en armes qu'il a fournies à l'Arabie saoudite pour mener cette guerre. Tel est le contenu réel de ce que le gouvernement canadien veut dire lorsqu'en mars 2015, il s'est dit « solidaire du peuple yéménite en ces temps difficiles et incertains ».

Malgré la complicité du Canada, les conditions de la fin de la guerre américano-saoudienne au Yémen sont en train de se mettre en place à l'heure actuelle. Des progrès significatifs auraient été réalisés lors de pourparlers directs entre l'Arabie saoudite et les Houthis en janvier. Parallèlement, l'Iran et l'Arabie saoudite sont parvenus à un accord à Pékin le 10 mars pour rétablir des liens diplomatiques, au cours de pourparlers facilités par la Chine. Les rebelles houthis recevraient le soutien de l'Iran, et cet accord contribuerait donc également aux négociations visant à mettre fin à la guerre.



Rassemblement contre le blocus au Yémen le 7 janvier 2023



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca